Questions – AMI Autopartage

Si l'opérateur lauréat du lot A ne veut pas se développer mais l'opérateur lauréat du lot B le souhaite, est ce que "l'équilibre de répartition" empêche l'opérateur lauréat du lot B d'obtenir de nouveaux emplacements ?

Dans le cas où un opérateur ayant signé une convention d'occupation du domaine public ne déploierait pas de véhicules, plusieurs scénarios sont envisageables.

Si l'opérateur du lot A déploie aucun ou très peu de véhicules, l'EPT GPSO peut rompre la convention pour motif d'intérêt général. L'opérateur peut également renoncer par écrit à son droit, ce qui amènerait à une rupture de la convention.

Dans tous les cas, en cas de rupture de la convention, le lot A devra être remis en concurrence, pour être attribué à un autre opérateur. Cet opérateur pouvant être l'opérateur B, s'il est jugé meilleur que les autres sur sa proposition. Dans tous les cas le lot ne pourra être divisé.

Est-il envisageable que l'EPT prenne en charge l'installation et la désinstallation de la signalétique verticale, puisque cela nécessite des compétences (connaissance des réseaux, ...) qui ne sont pas facilement disponibles dans le secteur privé ?

L'EPT GPSO peut réaliser la pose et dépose de la signalétique verticale au vu des contraintes techniques. La prise en charge financière de la signalisation verticale et de la pose incombera toujours à l'opérateur et sera refacturée à l'opérateur. Une mention sera ajoutée à la convention pour prévoir ce cas de figure.

Pour les emplacements dans un parking en ouvrage ou en retrait de la voirie, l'opérateur est-il autorisé à installer une signalétique à l'entrée du stationnement ?

La pose de signalisation verticale sera bien possible pour ces deux cas-là, après validation par l'EPT GPSO et la ville. Par exemple, l'article 4 de la convention avec la Ville de Meudon précise « Enfin, il [l'opérateur] devra poser les panneaux de signalisation selon les instructions de la ville et de GPSO. Ces aménagements sont réalisés aux frais de l'Occupant. »

Il pourra être précisé dans les articles concernant la signalisation dans les conventions que les places reculées par rapport à la chaussée pourront faire l'objet d'une indication complémentaire à l'entrée. Le choix de l'emplacement et de la signalisation fera l'objet d'une discussion à l'amiable entre l'occupant, l'EPT GPSO et la ville.

A quelles données personnelles faites-vous référence à l'article 17 de la convention avec l'ETP dans "Au terme de la présente convention ou de son renouvellement, l'occupant s'engage à détruire l'ensemble des données personnelles qu'il a eu à traiter." ? En l'espèce, les données personnelles des usagers des opérateurs sont régies par une politique de confidentialité qui est liée au contrat entre l'opérateur et l'usager, et non à la convention avec l'EPT.

Les données personnelles des usagers devront être détruites conformément au RGPD.

La convention avec SIGEIF indique que "L'EPT GPSO enregistre les immatriculations concernées et les dispense d'amendes de stationnement. Cette facilité n'est pas communiquée aux utilisateurs du service proposé par l'Occupant mais permet à ce dernier de se prémunir contre l'occupation sauvage fréquente des places de stationnement.". Est-ce que cela est bien le cas pour les véhicules thermiques ?

Cela sera bien le cas pour les véhicules thermiques. Cette exonération du stationnement pourra être valable sur la commune ou dans un secteur autour de l'emplacement où le véhicule est stationné. Par exemple, un véhicule proposé à la location sur un emplacement à Vanves bénéficiera d'une exonération du stationnement à Vanves ou dans un secteur autour de son emplacement précis, mais pas sur les autres communes de GPSO, voire sur le reste de la commune. Ainsi, si la place est occupée à la fin d'une location, l'utilisateur pourra garer le véhicule sur une place à proximité, sans frais supplémentaires pour l'utilisateur ou l'opérateur. Cette possibilité ne devra pas être communiquée aux usagers, s'agissant d'une facilité pour gérer les stationnements interdits sur la place.

L'EPT requiert des données soumises au secret des affaires au sens de l'article L151-1 du Code de commerce, notamment via l'API de suivi interne des données d'exploitation. Quels sont les engagements de confidentialité auquel l'EPT et les Villes s'engagent ?

Les données demandées par l'EPT dans la convention restent dans le cadre de données d'exploitation, données classiques demandées dans le cadre de ce genre de projet.

Il est demandé à l'occupant de transmettre à l'EPT GPSO des données sur l'utilisation du domaine public, ces données sont nécessaires en interne :

- au contrôle de l'usage du domaine public occupé par l'occupant;
- au contrôle des obligations financières de l'occupant ;
- à la bonne gestion des espaces de stationnement.

Dans ce cadre, nous ne considérons pas porter préjudice au secret des affaires, ni ne comptons divulguer des données sensibles ou confidentielles pouvant porter préjudice à l'occupant.

Concernant l'article L151-1 du code du commerce, GPSO :

- Respecte la protection des données sensibles en s'assurant notamment que les données soient accessibles aux seules personnes autorisées
- S'engage à respecter du RGPD en cas de traitement de données personnelles

Il apparait des incohérences entre la liste des stations indiquées sur la carte MyMaps communiqué, les adresses stipulées dans l'annexe 6 et la liste des stations dans le fichier Excel des emplacements communiqués. Pouvez-vous nous diffuser la liste faisant foi des stations prévues pour chaque lot ?

L'annexe 6 est la convention avec la ville de Meudon et porte sur deux parkings. Le parking Avant-Seine est bien positionné, tout comme le second mais qui a un autre nom sur Google Maps : Le parking de la Pointe de Trivaux est nommé Parking de l'Écoquartier de Meudon : 9 Rue de Mazkeret-Batya, 92360 Meudon.

Le tableau Excel annexe 1 fait foi quant au positionnement des stations. Quoiqu'il arrive une modification à la marge du positionnement des emplacements est possible dans le cadre de la convention, comme le précise l'article 5 de la convention (dans un rayon de 150 mètres).

Est-ce que le forfait de recharge de 90€ HT / mois pour occuper l'emplacement IRVE et bénéficiaire de l'IRVE se cumule à la redevance de 180€ HT / an ?

Le forfait de recharge et la redevance se cumulent car il s'agit d'un côté du paiement correspondant au service de la recharge et de l'autre une redevance concernant le droit d'occupation du domaine public.

Dans l'incapacité d'opérer un véhicule dans une station à cause d'indisponibilité de l'emplacement ou de dysfonctionnement de l'IRVE qui n'est pas lié à l'entretien ou la maintenance préventive ou corrective de l'IRVE, est-ce que l'opérateur sera dédommagé par SIGEIF ou la Ville de Meudon selon le réseau IRVE concerné ?

Il n'est pas prévu d'indemnisation dans les cas mentionnés aux articles 3 et 4 de la convention qui sera à signer avec le SIGEIF.

En cas de dysfonctionnement régulier d'une IRVE, ou d'occupation régulière de l'emplacement par des tiers ayant pour effet de dégrader la qualité de service, l'opérateur peut-il dénoncer la convention avec SIGEIF pour l'emplacement IRVE correspondant ? La convention avec la Ville de Meudon prévoit bien une résiliation par les deux parties.

L'article 10 de la convention avec le SIGEIF prévoit bien une modification possible des emplacements dans le cadre d'un avenant, permettant éventuellement de déplacer le véhicule sur une autre station IRVE si nécessaire.

Le badge permettant la recharge sera attribué à un point de charge en particulier mais peut techniquement permettre de se recharger sur les autres bornes du SIGEIF, voire d'autres opérateurs. Des discussions avec le SIGEIF sont à prévoir avant le lancement du service à ce sujet pour obtenir davantage de détails. Quoi qu'il arrive, l'attribution du badge à un point de charge permet de réserver ce point de charge à votre véhicule. Les autres véhicules ne pourront pas se voir délivrer d'électricité avec leur propre badge sur le point de charge attribué, limitant le risque de squat de l'emplacement.

L'article 11 de la convention avec le SIGEIF prévoit bien quant à lui une résiliation par les deux parties « Article 11 : Résiliation de la convention La présente Convention pourra être résiliée à tout moment par l'une quelconque des parties par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet au plus tard deux mois après la date d'envoi, sans droit à aucune indemnité. La présente convention devient caduque en cas de résiliation de la convention d'occupation du domaine public conclue entre l'EPT GPSO et l'Occupant. »

Est-ce que l'opérateur peut habiller l'IRVE à ses couleurs, aux fins d'éviter une confusion avec les autres bornes SIGEIF ou de la Ville de Meudon ?

Ce n'est actuellement pas prévu dans le cadre de la convention, mais pourra faire l'objet d'un échange à l'amiable avec le SIGEIF et la ville de Meudon. Notamment l'article 5 prévoit le cas d'affichage, publicité et apposition de logos supplémentaires.

Dans le cas où l'IRVE est occupée par un tiers, est ce que l'opérateur peut se brancher à une autre IRVE du réseau exploité par SIGEIF ou de la Ville de Meudon, au tarif indiqué dans la convention ?

Le SIGEIF ne peut donner de réponse à ce stade sur le tarif à appliquer pour la recharge en dehors du point de charge de rattachement du véhicule en autopartage. Il n'est pas certain que l'application du tarif préférentiel appliqué sur le point de charge de rattachement soit possible sur les autres points de charge. Ce sujet pourra être discuté entre le SIGEIF et l'opérateur selon les souhaits et les possibilités techniques.

L'opérateur paye un service à SIGEIF ou la Ville de Meudon pour la recharge de voitures électriques, et à ce titre, ne saurait être tenu responsable de vandalisme sur l'IRVE. Pouvez-vous supprimer la clause qui stipule que "En cas de dégradation des emplacements ou des IRVE, la

Ville ou le Sigeif se réservent le droit de réclamer leur rétablissement dans leur état initial par l'Occupant, sans dédommagement de quelque nature que ce soit."?

La convention précise bien que seuls les dommages causés « du fait de l'activité de l'Occupant directement ou par le biais d'un de ses clients ou prestataires » seront à prendre en charge par l'Occupant. Ainsi, seuls les dommages pouvant explicitement être attribués à ces personnes pourront être réclamés. Afin de vous assurer que les dommages ne sont pas du fait de vos clients, vous pourriez peut-être envisager d'élargir les prises de photos demandées à vos clients en début et fin de location à la borne IRVE en elle-même.